

## VCEU Groupe UDI

**Appel à une nouvelle décentralisation**

L'Acte II de la décentralisation présenté il y a 20 ans comme une réponse aux exigences de liberté et d'efficacité de l'Etat a pris « un coup de vieux ». Depuis plusieurs années, les élus locaux demandent une révision du cadre légal pour leur donner plus de moyens. C'est aussi un souhait formulé régulièrement par nos compatriotes.

Or, les crises que nous avons traversées depuis plus d'un an ont mis en évidence **la nécessité de repenser les outils existants**. La crise des « **gilets jaunes** » exprimait le sentiment de relégation des territoires périphériques et la **crise du Coronavirus** a fait la preuve de **la très grande réactivité de nos collectivités locales** capables de mobiliser les énergies pour apporter des réponses concrètes dans l'urgence mais aussi, leur engagement en faveur d'un plan de relance. A ce titre, nous tenons à saluer le rôle joué par la Région et par tous les agents mobilisés.

Nos concitoyens qui sont attachés à leurs territoires et à leurs élus ont pris la mesure de cette action mais aussi, des limites de nos capacités. Ils ne comprendraient pas que nous ne fassions rien pour renforcer la gestion de proximité. Cette réforme qui est par ailleurs souhaitée apparaît comme nécessaire. D'ailleurs, contrairement à ce qu'affirment certains détracteurs, notre pays a toujours été capable d'adapter son organisation aux circonstances. Il suffit de regarder le caractère dérogatoire de certains territoires d'Outre-Mer, de la collectivité de Corse ou des Métropoles, par exemple.

Mais attention **un nouvel acte de décentralisation suppose réflexion et concertation**. Nous mesurons tous les jours les conséquences politiques et économiques dramatiques d'un redécoupage de nos régions réalisé sur le coin d'une table d'un ministère parisien, loin des réalités du terrain.

Ainsi, pour reprendre les propos de Renaud Muselier « *avant les 3D, décentralisation-différenciation-déconcentration il faudrait commencer par les 3 C : confiance, compétence et clarification* » car, pour le moment nous naviguons à vue. La situation des collectivités territoriales s'est détériorée et nos ressources financières sont aujourd'hui gravement impactées quand nos moyens d'action trop limités. Il est temps aussi de **mettre fin à la logique de « bras de fer » dans lequel nous engage l'Etat lors des négociations du CPER**. Nous réclamons de la confiance et des moyens pour agir. Soyons jugés sur nos actes.

A l'UDI nous avons toujours prôné une **décentralisation poussée** et nous croyons que le moment est enfin venu pour repenser l'architecture administrative et politique de notre pays autour **du principe de subsidiarité**. Si nous ne sommes pas toujours d'accord sur les orientations, nous partageons tous, la nécessité de donner de la souplesse à l'action,

d'adapter l'action aux réalités locales et peut être de reconnaître aussi la dimension historique et culturelle de nos régions métropolitaine et ultra-marine.

Mais, nous savons que cette différenciation territoriale ne doit pas être seulement technique. Elle doit passer par une **simplification du paysage institutionnel**, par un renforcement de la démocratie locale, par une **meilleure répartition des compétences**, par **une remise à plat de la péréquation** en prenant mieux en considération les besoins des territoires, en accordant une **plus grande autonomie fiscale** voire un pouvoir réglementaire autonome aux régions.

Nous devons changer de paradigme : comme chez nos voisins, les **collectivités locales doivent devenir l'échelon de référence** et l'Etat doit se recentrer sur des missions plus essentielles pour libérer des énergies qui ne demandent qu'à s'exprimer. La France a tellement à gagner.

Puisque les territoires ont pris les choses en main pendant la crise que nous venons de traverser, le groupe UDI et apparenté vous demande, Madame la Présidente, de poursuivre votre action avec le même volontarisme en invitant les régions françaises à participer aux **« Assises de la Décentralisation » que la région IDF organisera (1)**. Avec **Régions de France, Départements de France et l'AMF**, elles aboutiront à l'élaboration d'un corpus d'idées et de propositions qui reflèteront la volonté de la majorité des collectivités territoriales françaises.

Par ailleurs, nous **demandons que soient sollicités les ministres en charge de la cohésion des territoires et des collectivités territoriales et le Président du Sénat** pour échanger avec eux sur leurs visions respectives de la future organisation des pouvoirs publics en France **(2)**.